

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE

**POUR MIEUX  
COMPRENDRE  
L'ÉCONOMIE**

*30 questions  
30 réponses*

*"L'économie n'est pas l'affaire de quelques-uns.  
Elle est l'affaire de tous."*

**René Monory**



## SOMMAIRE

---

LE PRODUIT NATIONAL.....	6
--------------------------	---

---

LES EMPLOIS DU PRODUIT NATIONAL.....	8
--------------------------------------	---

---

LES CONDITIONS DE LA CROISSANCE.....	10
--------------------------------------	----

---

LA MONNAIE.....	14
-----------------	----

---

L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ.....	16
---------------------------	----

---

LE ROLE DE L'ÉTAT.....	20
------------------------	----

---

LES RELATIONS DE LA FRANCE AVEC LES PAYS ÉTRANGERS ...	22
--	----

---

CONCLUSION .....	27
------------------	----

---



Cette brochure est diffusée par le Service de l'Information du Ministère de l'Economie.

Des exemplaires supplémentaires peuvent être obtenus en écrivant au Service de l'Information, Bureau de Diffusion, CAL C 201, 151, rue St-Honoré, 75056 Paris - R.P.



Les systèmes économiques varient d'un pays à l'autre.

Il existe, en théorie, deux types opposés de systèmes économiques : **les systèmes dirigistes** (qu'on appelle aussi "économie planifiée") et les **systèmes libéraux** (qu'on appelle aussi "économie de marché"). Dans un système purement dirigiste, c'est l'Etat qui déciderait de tout : productions, investissements, prix, etc. Dans un système purement libéral, l'Etat n'interviendrait pas du tout, et le fonctionnement de l'économie serait déterminé par les seules "lois du marché", c'est-à-dire par la confrontation des décisions individuelles des ménages et des entreprises.





### 3 - Où se situe la France par rapport à d'autres pays ?

Pour faire des comparaisons significatives entre pays de populations différentes, on calcule le produit national par tête : produit national divisé par le nombre d'habitants.

En 1978, la France avait un produit national par tête d'environ 40 000 F. Elle se classe parmi les pays les plus riches du monde, comme on peut le constater dans le tableau ci-dessous.

Suisse.....	60 271	Japon.....	38 614
Danemark.....	49 198	Grande-Bretagne.....	24 952
Suède.....	47 669	Italie.....	18 915
R.F.A.....	47 180	Espagne.....	17 951
Belgique.....	44 428	Grèce.....	15 159
U.S.A.....	43 451	Yougoslavie.....	9 684
France.....	39 944	Portugal.....	8 435
Canada.....	39 668		

Produit national annuel par habitant dans quelques pays de l'O.C.D.E. (Unité : franc français).



*On calcule le produit national par tête.*



# LES EMPLOIS DU PRODUIT NATIONAL

Les biens dont nous disposons chaque année proviennent soit de la production nationale, soit de l'importation. Ils peuvent avoir quatre utilisations : les exportations, les investissements, la consommation des administrations, la consommation des ménages.

## 4 - Pourquoi faut-il exporter ?

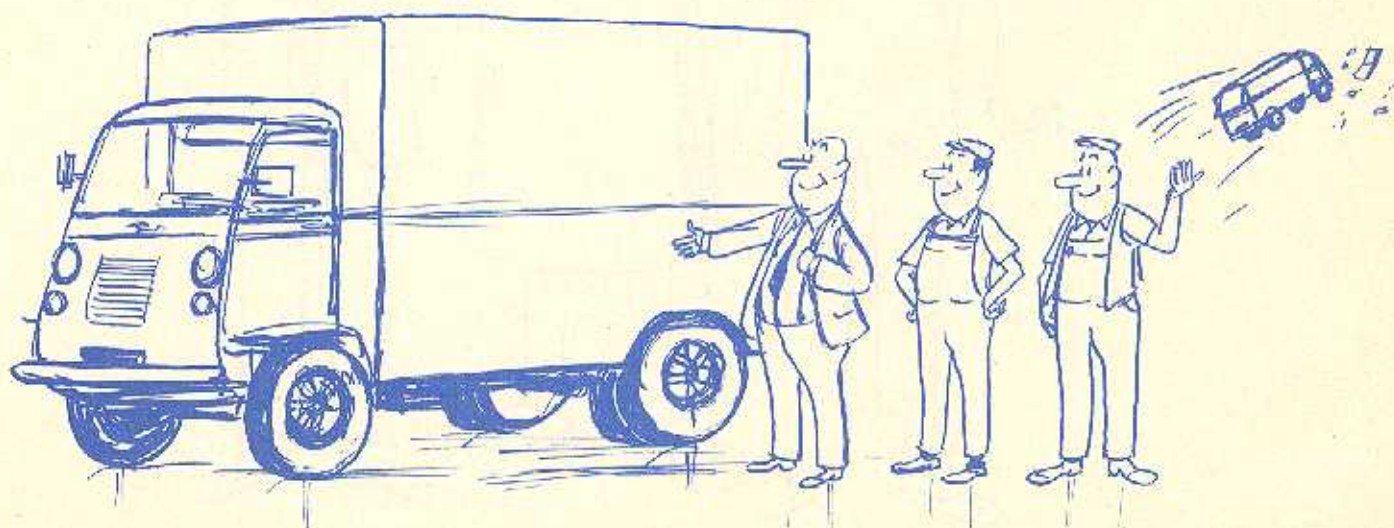
Une partie de notre produit national (20 % environ) est exportée pour nous permettre de nous procurer les monnaies étrangères (devises) avec lesquelles nous payons nos importations (pétrole, matières premières, etc.). L'augmentation du prix du pétrole et des matières premières constitue à cet égard un défi et une raison supplémentaire de développer nos exportations.

## 5 - Pourquoi faut-il investir ?

Il faut investir pour maintenir en état, pour accroître et moderniser nos équipements productifs, nos équipements collectifs et nos logements.

L'investissement, qui représente environ 20 % de notre produit national, est réalisé :

- avant tout par les entreprises qui achètent du matériel ou de nouvelles installations ;
- mais aussi par les administrations qui font construire des routes, des écoles, des piscines, des hôpitaux, etc.
- et enfin par les ménages qui font construire de nouveaux logements, ou qui font de grosses réparations dans des logements anciens ;



*L'investissement : les entreprises qui achètent du matériel ou de nouvelles installations.*





## 6 - Que consomment les ménages ?

En économie, on appelle "ménages" non seulement les ménages au sens courant du terme, mais aussi les personnes vivant seules (célibataires, personnes âgées) ou en collectivité.

En 1979, la consommation des ménages, c'est-à-dire leurs achats courants, a été de 1 508,6 milliards de francs.

La consommation des ménages en France a, en francs constants (c'est-à-dire en valeur réelle), été multipliée par 4 depuis 30 ans.

Cet accroissement du niveau de vie des Français est, par exemple, illustré par l'évolution de l'équipement des ménages en automobiles et en appareils électroménagers depuis 1960.

Pourcentage des ménages possédant :	1960	1979
- une automobile .....	30,4	65,3
- un réfrigérateur .....	24,8	91,3
- un poste de télévision .....	12,6	85,8

Au cours de la même période, on a observé des changements dans les budgets des ménages. La part de certaines dépenses a diminué (alimentation et habillement) alors que la part d'autres dépenses a augmenté (logement, équipement ménager, santé, automobile, loisirs).

## 7 - Que consomment les administrations ?

Les administrations utilisent une partie du produit national pour mettre à notre disposition des services (enseignement, santé, justice, etc.). Le coût de ces services s'est élevé à 425 milliards de francs en 1979.



# LES CONDITIONS DE LA CROISSANCE

Le bien-être d'un pays ne dépend pas seulement de son produit national. Mais il est clair que plus celui-ci est élevé, plus les habitants ont de biens et de services à leur disposition. Il est donc important de savoir de quoi dépend le produit national et comment se fixe le niveau de la production.

On sait que, pour produire du blé, un agriculteur utilise du capital physique (terre, machines agricoles, etc.) et du travail. De même, toutes les productions sont obtenues en utilisant simultanément ces deux grands facteurs de production que sont le travail et le capital.

Le niveau de la production d'un pays dépend donc :

- Des quantités disponibles de travail et de capital,
- De la façon dont ils sont combinés.

## 8 - De quoi dépend la quantité de travail ?

La quantité totale de travail utilisée pour la production dépend du nombre de ceux qui travaillent et de la durée annuelle de leur travail.

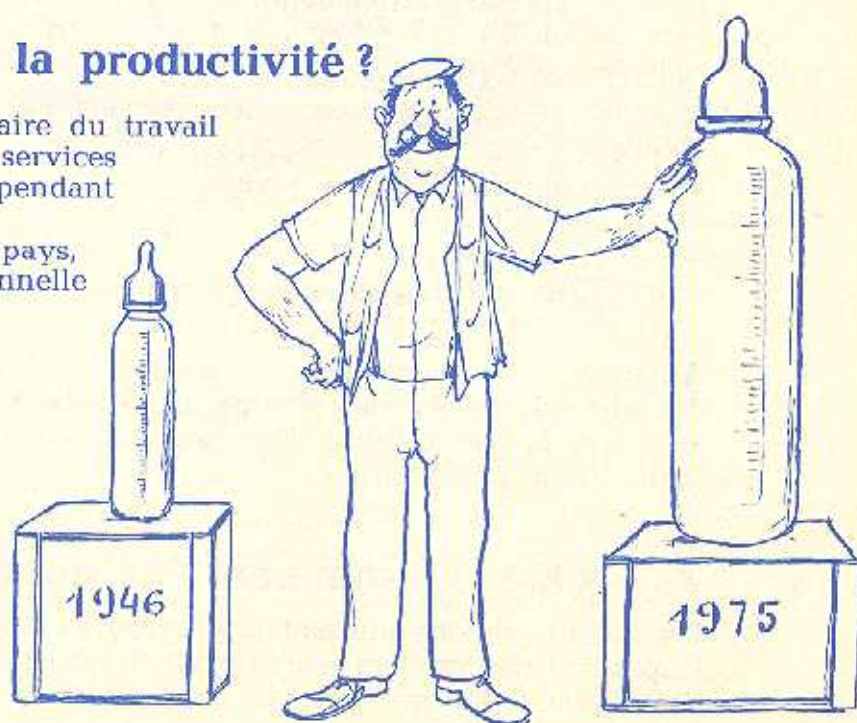
En 1979, il y avait 21 680 000 actifs en France. Le nombre des personnes actives dépend notamment de la répartition par âge de la population, de la durée des études, de l'âge de la retraite : toute prolongation de la scolarité et tout avancement de l'âge de la retraite réduisent le nombre des actifs.

La quantité de travail dépend aussi de la durée annuelle du travail : pour les travailleurs à temps complet, elle était de 2 100 heures en 1964 ; elle est aujourd'hui de 1 850 heures, ce qui représente 30 jours ouvrables de moins.

## 9 - Qu'est-ce que la productivité ?

On appelle productivité horaire du travail la quantité de biens ou de services produits par un travailleur pendant une heure de travail. Cette productivité varie selon les pays, les types d'activité professionnelle et les entreprises.

En 1946, un agriculteur français  
nourrissait 5,5 personnes.  
En 1975, il en nourrissait 25.





La productivité dépend d'abord des performances des équipements utilisés. Elle dépend aussi de la qualification des travailleurs, c'est-à-dire de leur formation professionnelle et de leur expérience. Elle dépend enfin de l'organisation du travail dans l'entreprise, qui peut être plus ou moins efficace.

Les progrès de la science et des techniques ont permis une forte progression de la productivité au cours des années passées. Un seul exemple particulièrement significatif : en 1946, un agriculteur français nourrissait en moyenne 5,5 personnes ; en 1975, il en nourrissait 25.

La productivité mesure ainsi l'efficacité de la production. En France, la productivité a augmenté de 4 % en 1979.

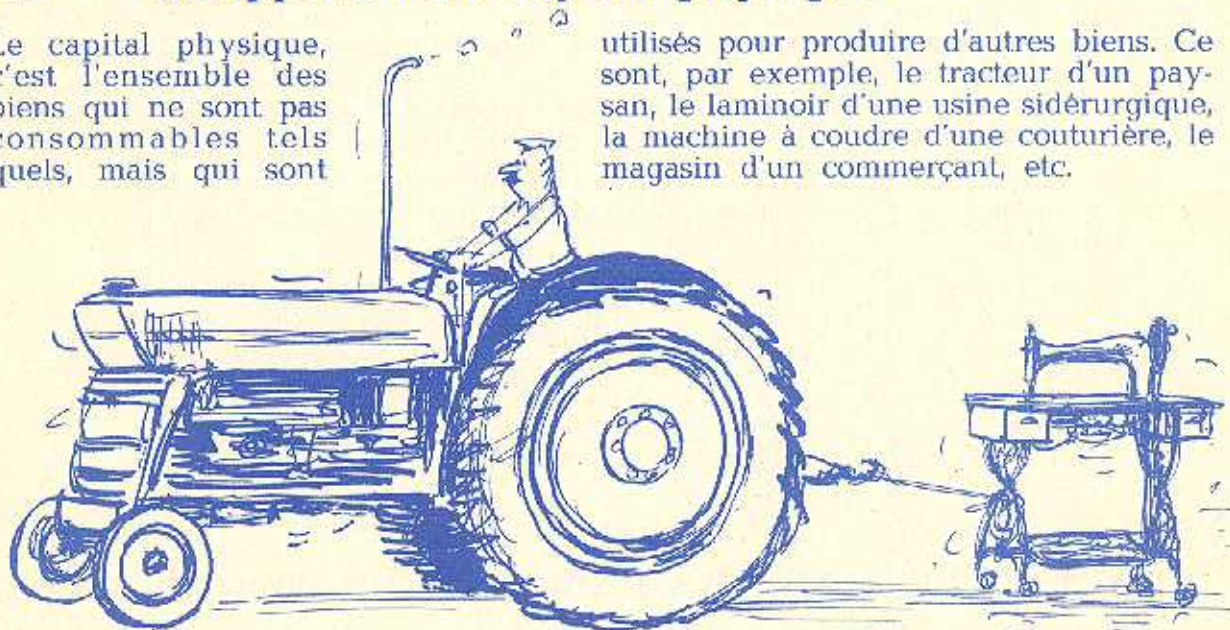
## 10 - Quel est le rôle de la formation des hommes ?

La formation professionnelle permet d'améliorer la qualité et la productivité du travail ; elle permet également de mieux adapter l'offre de travail aux besoins de l'économie. En effet, même dans des périodes de sous-emploi telles que celles que nous connaissons actuellement, il existe des secteurs de l'économie pour lesquels il y a pénurie de main-d'œuvre qualifiée (par exemple, l'industrie électronique, la réparation automobile, certains corps de métier du bâtiment, etc.) ; la formation professionnelle permet d'orienter les travailleurs vers ces secteurs.

## 11 - Qu'appelle-t-on capital physique ?

Le capital physique, c'est l'ensemble des biens qui ne sont pas consommables tels quels, mais qui sont

utilisés pour produire d'autres biens. Ce sont, par exemple, le tracteur d'un paysan, le laminoir d'une usine sidérurgique, la machine à coudre d'une couturière, le magasin d'un commerçant, etc.



Exemples de capitaux physiques.

## 12 - Qu'est-ce qu'un investissement productif ?

Les dépenses faites chaque année par les entreprises pour accroître, remplacer ou améliorer leur capital productif constituent leurs investissements : achat d'une machine supplémentaire, rénovation d'un atelier, remplacement d'une machine.

L'investissement productif permet :

- de mieux exploiter les ressources naturelles du pays ;
- d'accroître, de moderniser et d'améliorer l'équipement des entreprises ;
- d'accroître la productivité du travail, en mettant à la disposition des travailleurs de meilleurs outils de production.



## **13 - Comment le financement des investissements est-il assuré ?**

Chaque agent économique (entreprises, ménages, administrations publiques) peut affecter les revenus dont il dispose à deux types d'emplois : la consommation courante et l'épargne.

L'épargne est la part du revenu qui n'est pas immédiatement consommée. Elle peut être utilisée par l'épargnant pour financer ses propres investissements ou pour effectuer des placements.

Lorsqu'un agent économique veut réaliser un investissement, il dispose, pour le financer, de l'épargne qu'il a pu accumuler. Si cette épargne n'est pas suffisante, il la complète en empruntant.

Au niveau de l'économie nationale, chaque année, l'ensemble de l'épargne constituée permet de financer l'ensemble des investissements réalisés, les placements des uns permettant de financer les investissements des autres.

Le niveau global de l'épargne conditionne ainsi celui des investissements.

Prenons deux exemples : celui des ménages et celui des entreprises.

- Un ménage qui souhaite faire construire une maison financera cette construction par son épargne (c'est ce que l'on appelle "l'apport personnel"), et, pour le reste, par des emprunts contractés auprès d'établissements de crédit qu'il remboursera au cours des années suivantes ;

- Une entreprise qui veut réaliser des investissements productifs doit elle aussi dégager de l'épargne ; c'est ce qu'on appelle son autofinancement. Pour assurer son autofinancement, une entreprise doit faire des bénéfices. Ces bénéfices lui permettent également de contracter des emprunts complémentaires pour le financement de l'investissement auprès des ménages ou des banques : les uns comme les autres seraient, en effet, réticents à prêter de l'argent à une entreprise qui ne ferait pas de bénéfices et risquerait de ne pas pouvoir rembourser un jour les fonds prêtés.

Un niveau convenable de bénéfices est donc une condition indispensable au développement des investissements productifs et donc à l'accroissement de la richesse nationale.

## **14 - Quels sont les principaux instruments d'épargne des ménages ?**

L'épargne des ménages ne constitue pas toujours une source de financement des investissements : si, par exemple, un ménage garde son épargne sous forme de billets de banque sous un matelas, ou s'il l'utilise pour acheter des pièces d'or, il ne contribue pas directement au financement des investissements. En revanche, l'épargne des ménages peut être orientée vers des investissements par plusieurs canaux :

- Souscription directe par les ménages à des emprunts émis par l'Etat ou par les entreprises ;
- Souscription directe à des émissions "d'actions" par des entreprises ;
- Dépôts effectués dans des caisses d'épargne, Crédit mutuel, banques ou C.C.P., ou encore versements à des S.I.C.A.V., caisses de retraite, assurance-vie, etc., qui utilisent ces dépôts pour souscrire à des emprunts, consentir des prêts ou apporter des capitaux à l'Etat ou à des entreprises.



## 15 - Qu'est-ce qu'un taux d'intérêt ?

Lorsqu'un particulier prête de l'argent, par exemple en achetant une obligation ou en effectuant un dépôt dans une banque ou dans une caisse d'épargne, il veut que cette épargne lui rapporte un certain intérêt. Inversement, lorsqu'un particulier ou une entreprise emprunte de l'argent, il sait qu'il devra payer un intérêt sur la somme empruntée.

Le taux d'intérêt d'un placement ou d'un prêt dépend de divers éléments :

- Sa durée: le taux est en général plus bas pour des prêts ou des placements à court terme que pour des prêts à long terme. Cette différence correspond au coût pour le prêteur de l'immobilisation de ses fonds pour une durée plus longue. C'est ainsi qu'au cours de l'été 1980, le taux d'intérêt sur les dépôts "à vue", dans une caisse d'épargne (dépôts que l'emprunteur peut retirer à tout moment), était de 7,5 % par an, alors qu'il était de l'ordre de 12 % pour des bons du Trésor à 5 ans et de près de 14 % pour des emprunts à 10 ans.

- Sa sécurité: celle-ci dépend de la qualité de l'emprunteur; le taux d'intérêt est d'autant plus bas que la sécurité du prêt est plus grande. Ainsi, les emprunts de l'Etat présentent une sécurité absolue pour le souscripteur, aussi bien pour le paiement des intérêts que pour le remboursement du capital: ils sont émis à des taux d'intérêt en général inférieurs à ceux des entreprises privées.

*L'épargne peut être orientée vers des placements productifs.*

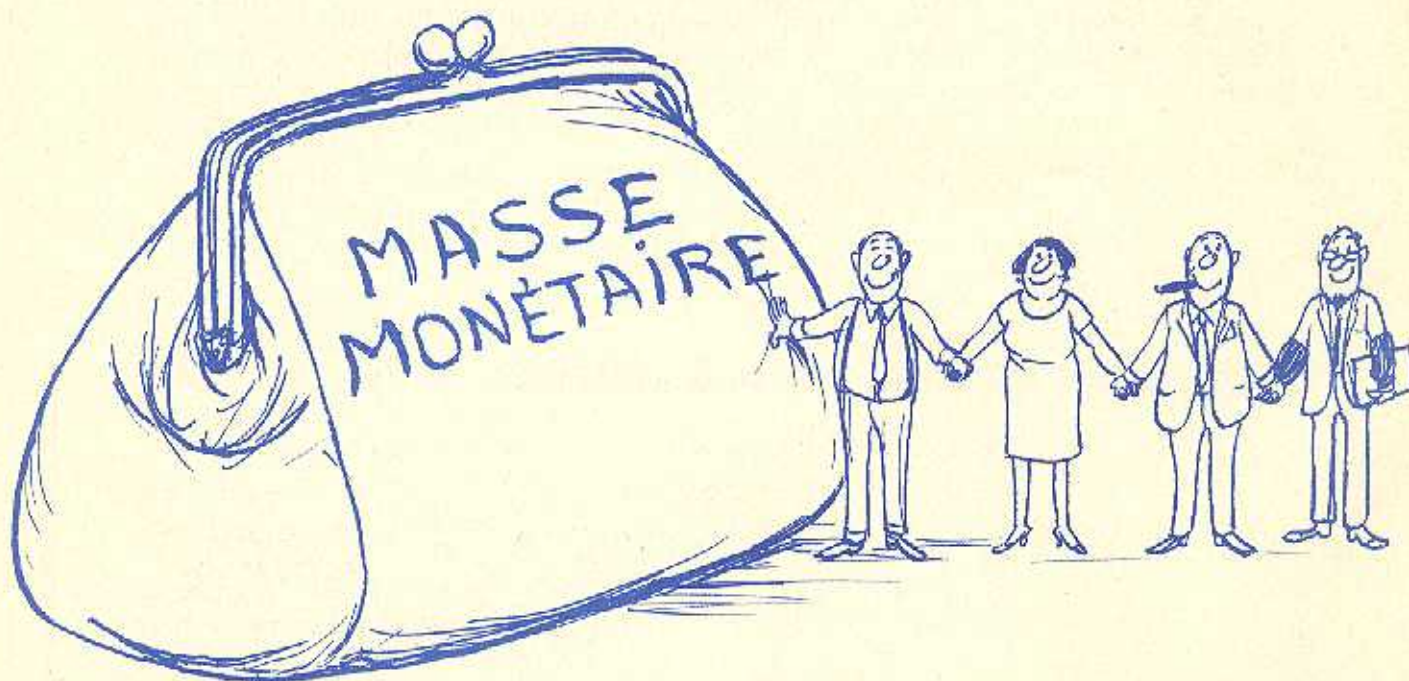




# LA MONNAIE

Dans nos sociétés développées, les échanges de biens et de services se font par l'intermédiaire de la monnaie. En échange de ce qu'il vend ou produit, chaque individu reçoit de la monnaie. Elle lui sert à acheter d'autres biens et services ou à accumuler de l'épargne. La monnaie n'a de valeur que par ce qu'elle permet d'acquérir.

*La "masse monétaire" d'un pays est l'ensemble des moyens de paiement dont disposent les ménages, les entreprises et les administrations.*



## 16 - Qu'appelle-t-on masse monétaire ?

On appelle "masse monétaire" d'un pays l'ensemble des moyens de paiement dont disposent les ménages, les entreprises, les administrations pour procéder à des achats de biens et services, qu'il s'agisse de monnaie métallique, de billets ou de comptes bancaires ou postaux. La masse monétaire ainsi définie représentait en 1979 environ 1 200 milliards de francs.

On croit parfois que l'Etat est le seul à pouvoir créer la monnaie. Ce n'est pas exact. Certes, l'Etat est le seul à avoir le droit d'émettre des pièces et mettre des billets en circulation par l'intermédiaire de la Banque de France (c'est ce qu'on appelle la "planche à billets"). Par contre, il n'est pas seul à pouvoir créer de la monnaie en compte bancaire. Lorsqu'une banque, par exemple, ouvre un crédit à une entreprise ou à un particulier, elle crée de la monnaie, puisqu'elle permet au bénéficiaire de ce crédit d'acheter des biens et des services en tirant sur son compte bancaire.



## 17 - A quoi correspond la valeur d'une monnaie ?

Créer trop de monnaie, c'est réduire la valeur de cette monnaie. En effet si on injecte dans l'économie une quantité de monnaie supplémentaire sans que le produit national (c'est-à-dire les biens et services disponibles) s'accroisse, l'argent supplémentaire mis à la disposition de chacun va se traduire par une augmentation des prix. La valeur de la monnaie diminue. Pour qu'il n'y ait pas inflation, il faut que la création monétaire ne progresse pas plus vite que le produit national. C'est pourquoi tout gouvernement qui souhaite éviter l'inflation doit limiter l'augmentation de la masse monétaire.

La valeur du franc détermine aussi le prix à payer pour acheter les produits ou services étrangers. En effet, tout achat de produits ou services étrangers oblige la France à régler en monnaies étrangères (ou devises). Par exemple, quand un foyer français achète une voiture allemande, il paye le concessionnaire de la marque en francs français. Mais ce concessionnaire doit payer le constructeur allemand en deutsche Marks. De même, pour approvisionner les stations-services, les compagnies françaises doivent régler en dollars leurs fournisseurs étrangers.

Le prix (en francs) auquel un Français peut acheter une devise étrangère est appelé son taux de change. Ainsi, le taux de change du deutsche Mark était à l'automne 1980 de 2,32, c'est-à-dire qu'il fallait 2,32 F pour acheter un deutsche Mark.

Un pays doit éviter la dépréciation de sa monnaie par rapport aux monnaies utilisées dans le commerce international. Sinon, ses achats à l'étranger lui coûteraient plus cher.



*Créer trop de monnaie, c'est réduire la valeur de cette monnaie.*



# L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ

La loi de l'offre et de la demande constitue l'un des mécanismes essentiels d'une économie de liberté. Cependant, ce mécanisme n'est simple qu'en apparence. Plusieurs conditions doivent être remplies pour assurer un bon ajustement entre l'offre et la demande.

## 18 - Quels sont les mécanismes de régulation du marché ?

Le marché est le lieu de rencontre entre l'offre et la demande. On appelle offre d'un bien ou d'un service déterminé la quantité totale de ce bien ou service qui est produite (ou importée) et mise en vente. On appelle demande de ce même bien ou service la quantité totale que les ménages, les entreprises et les administrations veulent acquérir. Il est naturellement souhaitable qu'il y ait un équilibre : si, en effet, l'offre d'un produit est supérieure à la demande, elle ne pourra pas être totalement écoulee et si, au contraire, l'offre est inférieure à la demande, c'est celle-ci qui ne pourra pas être totalement satisfaite.

Cet ajustement entre l'offre et la demande se fait de plusieurs manières.

En premier lieu, il existe souvent une certaine flexibilité de l'offre, car les entreprises peuvent utiliser leur équipement d'une manière plus ou moins intensive et augmenter ou diminuer ainsi leur production pour l'adapter à la demande. De même, l'adaptation de l'offre à la demande peut parfois se faire par une variation des importations (en plus ou en moins) ou des stocks.

L'équilibre du marché peut en second lieu être assuré par des interventions de l'Etat : si, par exemple, la demande d'un produit (comme le fioul domestique) est supérieure à l'offre, l'Etat peut chercher à en freiner la demande. Si, au contraire, c'est la demande d'un produit qui est inférieure à l'offre (c'est, par exemple, le cas du lait), l'Etat peut décider de constituer des stocks, de procéder à des distributions gratuites, ou d'exporter les surplus à un prix relativement bas.



*L'offre est supérieure à la demande  
(les prix tendent à baisser)*





*La demande est supérieure à l'offre  
(les prix tendent à augmenter)*

## 19 - Comment le marché fait-il varier les prix ?

L'ajustement sur le marché peut enfin être assuré par le biais d'une variation des prix :

### **Premier cas :**

*L'offre d'un produit est nettement supérieure à la demande.*

Dans ce cas, les entreprises, pour écouler leur production, seront amenées à baisser les prix. La demande du produit aura alors tendance à augmenter. En même temps, la production et la vente de ce produit étant devenues moins rentables pour les entreprises, un certain nombre d'entre elles abandonneront cette production et l'offre diminuera. La conjugaison des deux phénomènes permettra de rétablir l'équilibre à un niveau de prix plus bas.

### **Deuxième cas :**

*La demande d'un produit est supérieure à l'offre.*

La concurrence entre les acheteurs entraîne alors une hausse de prix. Mais cette hausse conduira certains acheteurs à renoncer à leur achat et, par conséquent, la demande va diminuer. Parallèlement, la fabrication du produit étant devenue plus rentable pour les entreprises, celles-ci augmenteront leur capacité de production. L'équilibre se rétablira donc à un niveau de prix plus élevé.



## 20 - Pourquoi la concurrence est-elle indispensable ?

La concurrence favorise les entreprises les plus dynamiques et les mieux gérées, les oblige à améliorer constamment la qualité de leurs produits, à "serrer" au maximum leurs prix, à moderniser leurs équipements, bref à rechercher en permanence les meilleures conditions de production possible. La concurrence est donc nécessaire au bon fonctionnement de l'économie de marché. En effet, en l'absence de concurrence entre les entreprises (par exemple, s'il n'y a qu'une seule entreprise ou s'il y a entente entre les entreprises d'un secteur), la loi de l'offre et de la demande risque de jouer à sens unique : les prix augmenteront lorsque la demande sera supérieure à l'offre, mais ils ne baisseront pas dans le cas inverse, car les entreprises préféreront diminuer leur production, plutôt que les prix.

L'ouverture des frontières contribue aussi à maintenir un climat de saine concurrence, à la condition bien entendu que les producteurs étrangers ne bénéficient pas d'avantages artificiels par rapport aux entreprises nationales et que cette ouverture ne soit pas à sens unique.



*La concurrence favorise les entreprises les plus dynamiques.*

## 21 - Quel est le rôle des intermédiaires ?

On entend souvent critiquer "les intermédiaires", on leur reproche d'être responsables de la hausse des prix (on cite, par exemple, le cas des choux-fleurs ou de la viande, dont le prix est multiplié par 2 ou 3 entre le stade de la production et celui de la vente au détail); on les présente comme des "parasites" du système économique. En réalité, même si leur organisation et leur efficacité ne sont pas toujours parfaites, les intermédiaires, c'est-à-dire les "agents de la distribution", jouent un rôle essentiel de liaison entre les producteurs et les consommateurs, et ce rôle, comme celui des autres agents économiques, doit être rémunéré.



Les principales fonctions remplies par les intermédiaires de la distribution sont les suivantes :

- Une fonction de transport et de répartition des produits : il est plus commode pour un consommateur de trouver son chou-fleur chez l'épicier de son quartier que d'aller l'acheter en Bretagne ;
- Une fonction d'assortiment : il est plus commode pour un consommateur de pouvoir faire tous ses achats dans un même magasin, de pouvoir choisir au même endroit entre un grand nombre de variétés, que de visiter successivement des dizaines de producteurs différents ;
- Une fonction de stockage et de financement : les intermédiaires financent en effet des stocks de produits très variés qu'ils tiennent à la disposition des consommateurs et qu'ils ne peuvent écouler du jour au lendemain ;
- Une fonction de service : les intermédiaires ne se contentent généralement pas, en effet, de distribuer des marchandises, mais ils y ajoutent souvent une certaine "valeur" en fournissant des conseils, des facilités de paiement, des services après-vente, etc.
- Une fonction de transmission : connaissant les besoins et les goûts de leur clientèle, ils orientent la production en passant commande à l'avance des produits qu'ils distribuent. Par leur intermédiaire, le consommateur influence la production et réduit ainsi les pénuries et les gaspillages.

## 22 - Quel est le rôle des consommateurs ?

Le bon fonctionnement d'un système économique comme celui de notre pays ne dépend pas seulement de l'efficacité et du dynamisme des producteurs et des distributeurs. Il dépend aussi de la manière dont chacun de nous joue son rôle de consommateur. Pour que les producteurs et les distributeurs n'abusent pas de leur puissance, par exemple en pratiquant des prix excessifs ou en vendant des produits de qualité médiocre, il faut qu'ils trouvent en face d'eux des consommateurs qui s'informent, qui comparent et qui choisissent. Dans le domaine de la consommation comme dans beaucoup d'autres, la liberté de choix doit s'accompagner de discernement.



*Des consommateurs qui s'informent, qui comparent et qui choisissent*

Trop nombreux encore sont, en France, les consommateurs qui ne comparent pas les prix, qui achètent des produits par habitude ou par facilité, qui se laissent trop influencer par des promesses publicitaires fallacieuses ou des promotions trompeuses. C'est pourquoi les organisations de consommateurs et leurs publications peuvent jouer un rôle important pour améliorer l'information des consommateurs, développer leur esprit critique, défendre leurs intérêts et contribuer ainsi au renforcement du "pouvoir des consommateurs".

Dans une économie de liberté, chacun, à son niveau, peut donc avoir une action efficace sur le fonctionnement du marché. L'entreprise doit progresser grâce à la concurrence. Le consommateur doit pratiquer une "autodéfense économique" permanente, témoignage de sa liberté et de son sens des responsabilités.



# LE RÔLE DE L'ÉTAT

Dans chaque foyer, certaines dépenses sont inévitables : il faut se nourrir, s'habiller, se loger, etc. De même, l'Etat doit faire face à des dépenses permanentes pour assurer le fonctionnement des services publics.

Dans chaque foyer, il faut parfois choisir entre différentes dépenses possibles : par exemple, l'achat de meubles ou celui d'une voiture. De même, le Parlement et le gouvernement donnent, selon les besoins, une priorité à certaines dépenses : par exemple, l'éducation, l'énergie, le logement, la défense nationale.

Chaque année, les dépenses et les recettes de l'Etat sont regroupées dans un seul et unique document : le budget de l'Etat.

Le projet de budget est préparé par le gouvernement et présenté aux parlementaires, pour être examiné, modifié et approuvé avant la fin de chaque année pour l'année suivante.

Le gouvernement rend compte au Parlement de l'exécution du budget.

## 23 - Quelles sont les grandes dépenses de l'Etat ?

La dépense de l'Etat dépasse aujourd'hui 10 000 F par habitant pour une année. En 1980, la répartition des dépenses a été la suivante :

- Education et culture .....	24,5 %
- Secteur social (santé, emploi, urbanisme, logement) .....	24,8 %
- Défense nationale .....	17,4 %
- Action économique (aides aux investissements, aux exportations, aux collectivités locales) .....	13,1 %
- Services généraux du pays (police, justice...) .....	20,2 %
	<hr/> 100 %

## 24 - Quelles sont les recettes de l'Etat ?

Pour payer des fonctionnaires, acheter des fournitures, réaliser des travaux, verser des prestations sociales ou des aides économiques, il faut des moyens financiers. Les ressources de la communauté nationale proviennent d'une contribution demandée à chaque citoyen. C'est pourquoi la fiscalité fait partie des nécessités de la vie en société, comme le Code civil ou le Code de la route.

Les recettes budgétaires résultent principalement des impôts.

Trois grands impôts représentent les trois quarts des ressources fiscales de l'Etat :

- La taxe sur la valeur ajoutée : la T.V.A. est incorporée dans le prix payé par les particuliers pour leurs achats de biens et de services. Le taux normal de la T.V.A. est de 17,6 %. Certains produits de luxe sont taxés à 33,3 %. Les produits de première nécessité, comme l'alimentation, sont taxés à un taux réduit de 7 %.



- L'impôt sur le revenu : cet impôt est établi à partir de la déclaration des revenus que chaque chef de famille souscrit chaque année. Son taux est progressif : plus les revenus d'un ménage sont élevés, plus le taux d'imposition sera fort.
- L'impôt sur les sociétés : il est égal à 50 % des bénéfices nets des sociétés.



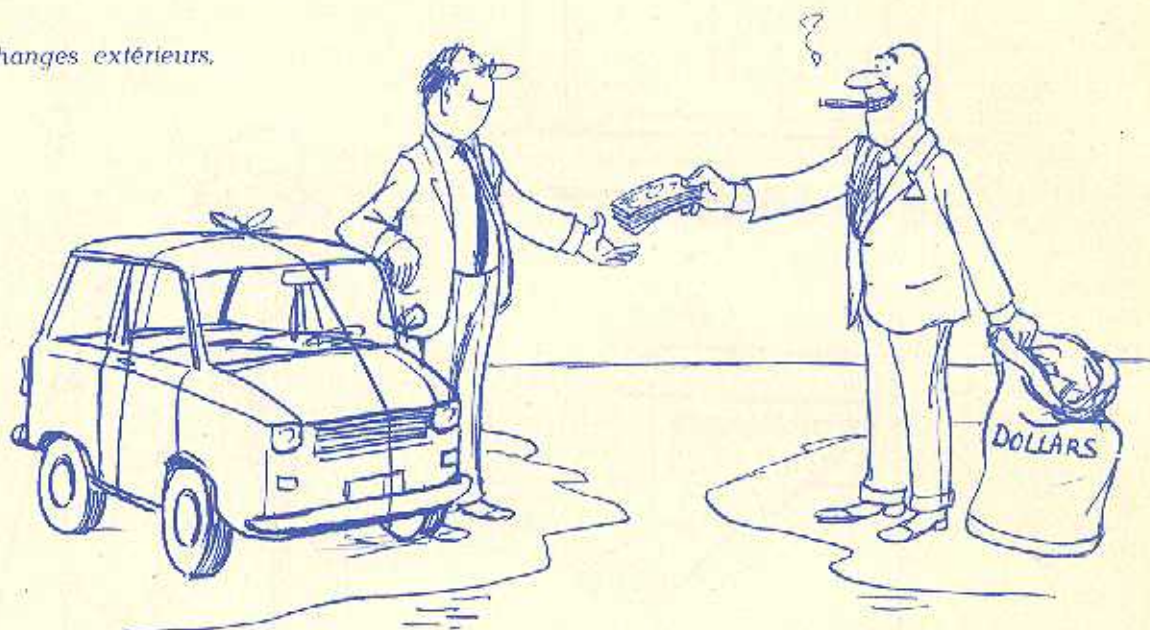
*Les recettes budgétaires de l'Etat résultent principalement des impôts.*



# LES RELATIONS DE LA FRANCE AVEC LES PAYS ÉTRANGERS

Aucune grande économie ne vit en vase clos. Chaque pays achète, (c'est-à-dire importe), et vend (c'est-à-dire exporte) à l'étranger des biens et des services. On appelle "échanges extérieurs" les échanges de marchandises, de services et de capitaux entre la France et les pays étrangers.

*Les échanges extérieurs.*



## 25 - Pourquoi les échanges extérieurs sont-ils profitables ?

Ces échanges sont indispensables et même avantageux pour deux raisons principales :

- D'une part, la France a absolument besoin de se procurer à l'extérieur des produits dont elle ne dispose pas sur son propre sol (pétrole, cuivre, café, coton, etc.) ;
- D'autre part, elle a intérêt à se spécialiser dans certains types de production pour lesquelles elle dispose d'avantages naturels ou d'une avance technologique (par exemple l'automobile, l'aviation, l'agriculture, etc.). Elle pourra ainsi exporter une partie de cette production pour pouvoir acheter en contrepartie à des pays étrangers d'autres biens qu'elle pourrait éventuellement produire elle-même, mais à un coût plus élevé.

Les échanges extérieurs occupent dans l'économie française une place importante et croissante : c'est ainsi que nos importations ont représenté en 1979, 506 milliards de francs soit 20,8 % du produit national. Nos exportations se sont élevées à 503 milliards, et placent la France au rang de troisième pays exportateur du monde, à peu près à égalité avec le Japon, derrière l'Allemagne et les Etats-Unis.



## 26 - Quelles sont nos principales dépenses et recettes extérieures ?

Nos dépenses extérieures se rangent en plusieurs catégories, dont les principales sont :

- Les importations de marchandises (matières premières, énergie, etc.);
- L'achat de services (par exemple les dépenses faites par les touristes français à l'étranger);
- La rémunération des investissements étrangers en France et les intérêts payés par des entreprises françaises sur des emprunts qu'elles ont contractés à l'étranger;
- Le transfert à l'étranger d'une partie des salaires des travailleurs immigrés en France;
- Les dons et prêts publics et privés faits par la France à des pays étrangers, etc.

Nos recettes extérieures sont constituées par :

- Le produit de nos exportations de marchandises;
- La vente de services à des étrangers (par exemple les dépenses des touristes étrangers en France);
- Le revenu de nos investissements et prêts à l'étranger, etc.

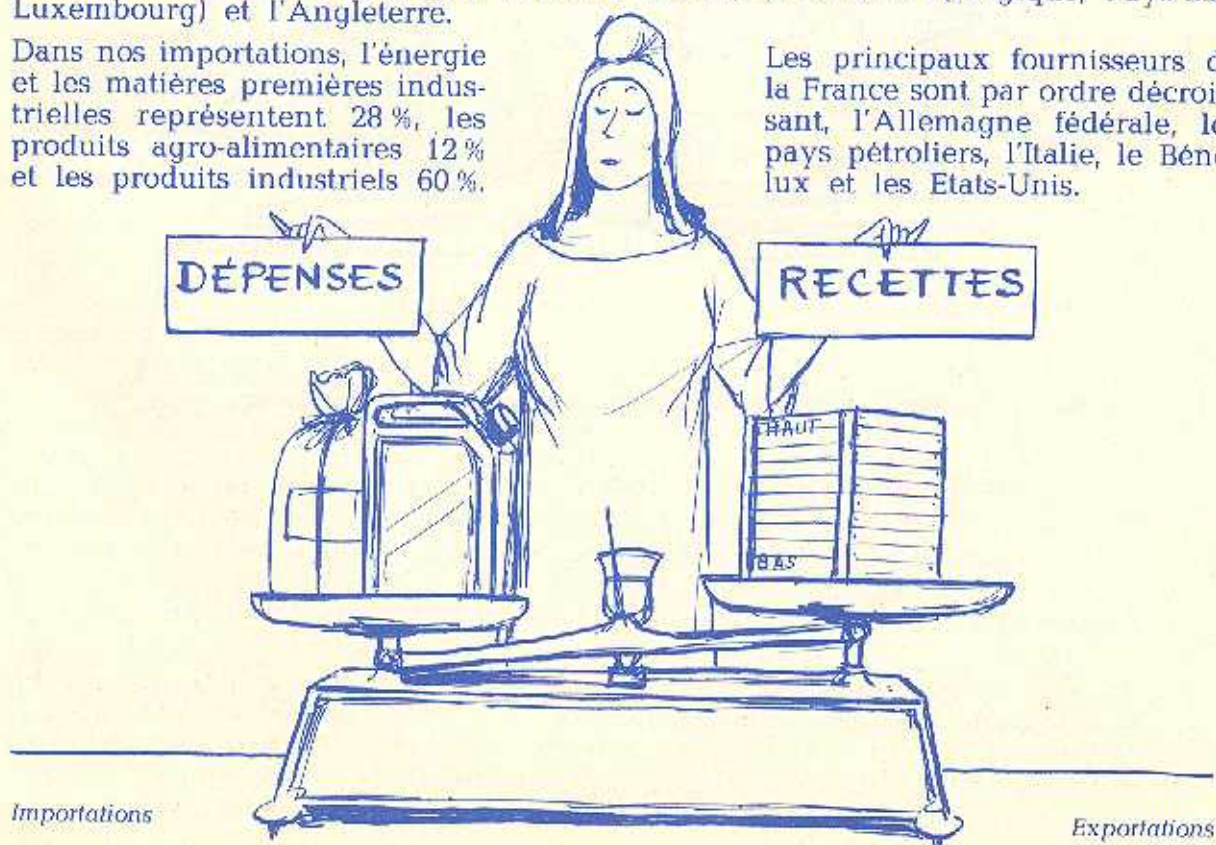
## 27 - Qu'est-ce que la balance commerciale ?

Au cours d'une période déterminée, les échanges commerciaux d'un pays peuvent être équilibrés ou déséquilibrés. La balance commerciale permet de mesurer cet équilibre ou ce déséquilibre. Elle est constituée par la comparaison en valeur de l'ensemble des marchandises exportées et importées. Lorsque la valeur de nos exportations est égale à la valeur de nos importations, on dit que la balance est équilibrée. Après avoir eu, pendant quelques années une balance commerciale à peu près équilibrée, la France connaît depuis quelques mois un déficit dû principalement à l'augmentation du prix du pétrole.

Dans nos exportations de marchandises, les produits industriels représentent 84 % et les produits agro-alimentaires 16 %. Les principaux clients de la France sont, par ordre décroissant : l'Allemagne fédérale, l'Italie, le Bénélux (Belgique, Pays-Bas, Luxembourg) et l'Angleterre.

Dans nos importations, l'énergie et les matières premières industrielles représentent 28 %, les produits agro-alimentaires 12 % et les produits industriels 60 %.

Les principaux fournisseurs de la France sont par ordre décroissant, l'Allemagne fédérale, les pays pétroliers, l'Italie, le Bénélux et les Etats-Unis.

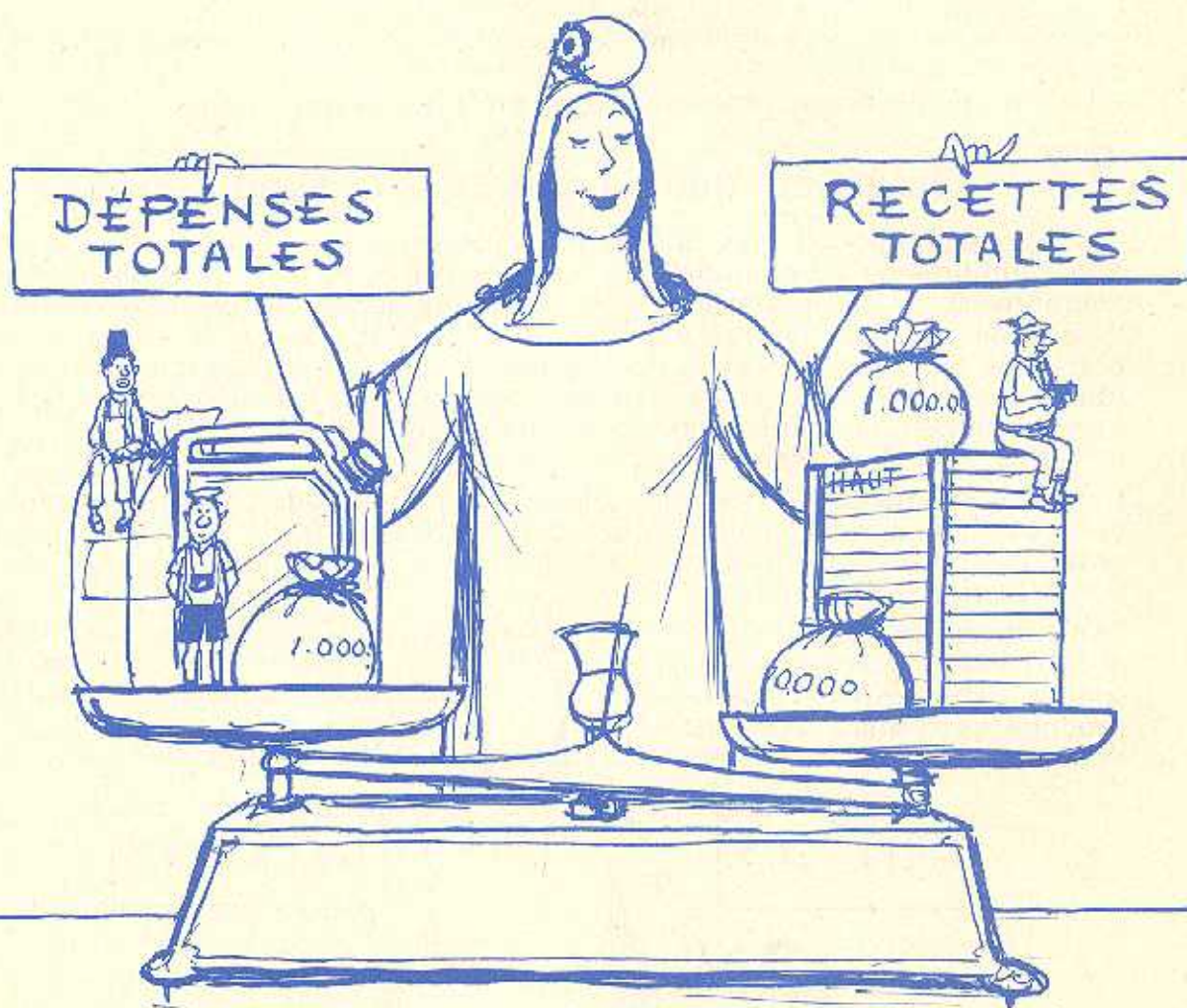




## 28 - Qu'est-ce que la balance des transactions courantes ?

La balance des transactions courantes permet de mesurer plus exactement la santé des échanges extérieurs du pays. Elle englobe non seulement les importations et les exportations de marchandises mais aussi les échanges de services, le tourisme, les versements ou les encaissements d'intérêts et de dividendes, etc.

Le solde de la balance des transactions courantes peut être très différent de celui de la balance commerciale. En 1979, la balance des transactions courantes de la France a été excédentaire d'environ 5 milliards de francs, alors que celles de l'Allemagne fédérale et du Japon ont été déficitaires.



### Importations

- + dépenses faites par les touristes français à l'étranger.
- + rémunération des investissements étrangers en France.
- + intérêts sur les emprunts à l'étranger.
- + transferts de fonds des travailleurs immigrés.
- + dons et subventions.

### Exportations

- + dépenses des touristes étrangers en France.
- + revenus de nos investissements à l'étranger.
- + intérêts sur nos prêts à l'étranger.
- + transferts en France des salaires perçus à l'étranger.



## 29 - Quel a été l'impact de la hausse du prix du pétrole sur nos échanges extérieurs ?

Depuis 1973, le prix du pétrole a augmenté, en francs constants (c'est-à-dire en valeur réelle), de 420 %. Or, en 1980, pour le fonctionnement de notre industrie et de notre agriculture, pour faire circuler nos voitures et nos camions, pour produire notre électricité et pour chauffer nos maisons, nous avons importé entre 105 et 110 millions de tonnes de pétrole, ce qui nous aura coûté, en francs courants, environ 110 milliards de francs (contre 13 en 1973). Il fallait donc exporter en 1980, à ce titre, 100 milliards de plus qu'en 1973 pour rééquilibrer nos échanges extérieurs. Le développement de nos ventes à l'étranger est donc essentiel.

## 30 - Quelles sont les chances de la France dans la compétition mondiale ?

La France n'a pas la chance comme d'autres pays (U.S.A., U.R.S.S., Arabie Saoudite, etc.) de posséder d'importantes ressources minières. Mais elle dispose heureusement d'autres atouts :

- Un climat et un sol propices à la production agricole ;
- Un équipement industriel moderne et des infrastructures économiques développées (ports, voies ferrées, réseau routier, etc.) ;
- Un niveau élevé et une capacité créatrice dans les domaines de la science et de la technologie ;
- Et surtout, une population instruite, expérimentée, dynamique et productive, aussi bien dans les secteurs de l'agriculture que de l'industrie et des services.

La France est un pays riche, d'abord par la qualité de ses hommes, qui, en moins de cinquante ans, lui ont permis de devenir une grande nation industrielle, par l'importance de ses ressources agricoles, "or vert" de l'an 2000, et par le dynamisme de son industrie.

*Un niveau élevé dans les domaines de la science et de la technologie.*





# CONCLUSION

Pour faire face aux problèmes économiques nés de l'augmentation du prix du pétrole, le gouvernement français s'est fixé cinq objectifs principaux : adapter notre économie, réduire notre dépendance énergétique, lutter contre l'inflation, améliorer l'emploi, maintenir la valeur du franc.

## 1 - Adapter notre économie

L'économie mondiale est entrée à la fin de 1973 dans une zone de turbulences. Les hausses successives et brutales du prix des produits pétroliers déséquilibrent en effet son fonctionnement. En accroissant le coût de l'énergie, essentielle à la production, elles relancent l'inflation. En augmentant la facture pétrolière, elles déséquilibrent les échanges extérieurs. En prélevant sur la richesse des pays consommateurs, elles ralentissent l'activité économique et suscitent le chômage. Dans le même temps, l'économie internationale doit faire face à de grands changements : dans le domaine financier avec l'apparition, notamment, de réserves financières très importantes dans les pays producteurs de pétrole, mais aussi dans le domaine de la production, avec l'apparition de nouveaux pays industriels ; et dans le domaine technique, avec la mise en œuvre d'innovations qui bouleversent les processus de production. Chaque nation doit s'adapter à ces changements et ce sont les économies qui se seront adaptées le plus vite qui figureront, demain, en tête de la compétition internationale. Pour l'économie française, s'adapter c'est notamment moderniser les structures de production. Cette adaptation doit être la première priorité de notre pays.



## 2 - Réduire notre dépendance énergétique

Il s'agit d'un grand défi lancé aux économies développées. En quelques années, nous sommes passés d'une énergie abondante et bon marché à une énergie rare et chère.

Cette situation est particulièrement préoccupante pour la France qui achète actuellement à l'extérieur 80 % de l'énergie qu'elle consomme.

Pour surmonter la crise de l'énergie, la France mène plusieurs actions complémentaires :

- Une politique soutenue d'économies d'énergie et de lutte contre le gaspillage dans les domaines de l'industrie, du chauffage, de la conduite automobile, etc. ;
- Le développement accéléré de l'énergie nucléaire, qui doit permettre en 1990 de produire 70 % de notre électricité, et d'économiser ainsi de l'ordre de 50 millions de tonnes de pétrole ;
- Le développement progressif de sources d'énergie nouvelles (solaire, géothermie, etc.) qui pourront peut-être (mais pas avant la fin du siècle) contribuer d'une manière appréciable à la satisfaction de nos besoins énergétiques.

## 3 - Lutter contre l'inflation

Actuellement presque tous les pays et en particulier la France connaissent un rythme élevé de hausse des prix.

Les causes de cette hausse sont nombreuses et complexes. Parmi les principales causes on peut citer :

- L'augmentation des prix des matières premières et de l'énergie importées et principalement du pétrole ;
- L'augmentation des coûts de la main-d'œuvre (salaires et charges sociales) ;
- L'excès de "création monétaire" dans le monde ;
- Les entraves diverses qui freinent le jeu de la concurrence entre les entreprises (par exemple les monopoles, les ententes, etc.).

La lutte contre l'inflation est un combat difficile et de longue haleine. Les principaux moyens utilisés, en France, dans cette lutte sont :

- La mise en œuvre d'une politique d'économies d'énergie et de matières premières ;
- Le renforcement du climat de concurrence entre les entreprises et notamment de la concurrence par les prix, grâce à la libération de la plupart de ceux-ci, et au renforcement de l'action des organisations de consommateurs ;
- Le freinage de la création monétaire, par l'encadrement du crédit ;
- La modération de l'augmentation des rémunérations ;
- Les encouragements à l'investissement productif des entreprises.



## 4 - Améliorer l'emploi

La plupart des pays industriels souffrent aussi du sous-emploi, c'est-à-dire d'une impossibilité temporaire de fournir du travail à tous les "demandeurs d'emploi". Ce phénomène, même si ses effets sont atténués par des aides publiques aux chômeurs, a des conséquences néfastes à la fois sur le plan économique et social. Ses causes, elles aussi, sont multiples. Ce sont par exemple :

- L'accroissement du nombre de demandeurs d'emploi, dû à l'arrivée de classes d'âges nombreuses sur le marché du travail et à la proportion de plus en plus grande de femmes désireuses d'exercer une activité professionnelle ; chaque année, la population active s'accroît d'environ 200 000 personnes ;
- L'inaptitude ou l'hésitation de demandeurs d'emploi à occuper certains emplois pour lesquels il y a une pénurie de main-d'œuvre (par exemple certains métiers manuels) ;
- La réticence des entreprises à embaucher du personnel supplémentaire, notamment par crainte de ne pouvoir écouler leur production ;
- L'augmentation de la concurrence internationale.

La lutte contre le chômage est actuellement un objectif prioritaire pour notre pays. Elle prend plusieurs formes :

- La création d'emplois nouveaux ; en liaison avec les entreprises, et notamment dans le cadre des "pactes nationaux pour l'emploi", plusieurs centaines de milliers d'emplois nouveaux ont été créés ;
- Un effort soutenu de formation professionnelle pour permettre aux travailleurs de se former, de se perfectionner et éventuellement de se recycler ;
- Une politique d'encouragement à l'exportation. A l'heure actuelle, près d'un Français sur quatre travaille pour l'exportation. Accroître encore nos exportations permettra à la fois de créer de nouveaux emplois et d'améliorer l'équilibre de notre économie.

En outre, un effort exceptionnel de solidarité est consenti au profit des personnes privées d'emploi. La France est l'un des pays qui fait le plus gros effort pour atténuer les conséquences matérielles de ce fléau.

## 5 - Maintenir la valeur du franc

La stabilité du franc est nécessaire au redressement de notre balance commerciale, compte tenu de l'importance de la facture énergétique, payée en dollars : toute dépréciation de 1 % de notre monnaie par rapport au dollar aggraverait de plus d'un milliard de francs notre facture pétrolière annuelle. La stabilité du franc contribue également à la lutte contre l'inflation, puisqu'elle limite le coût de toutes nos importations. Elle permet en outre d'assurer le pouvoir d'achat de notre monnaie par rapport aux monnaies étrangères, c'est-à-dire le pouvoir d'achat des Français par rapport aux étrangers.

La stabilité du franc et l'évolution de la valeur de notre stock d'or ont sensiblement amélioré le niveau de nos réserves de change : 72 milliards de dollars à la fin du premier semestre 1980 au lieu de 12 milliards à la fin de 1973.

En 1980, le taux de change du franc par rapport à la moyenne des principales monnaies des pays avec lesquels nous commerçons est pratiquement le même qu'en 1969.



## Pour en savoir plus sur l'économie...

### ... Les publications du service de l'information



**LES  
NOTES  
BLEUES**

(notes hebdomadaires d'information)

- Destinées à un large public qui comprend tous ceux qui ont une responsabilité économique ou financière: chefs d'entreprises, enseignants, étudiants, professions libérales, cadres des secteurs public et privé;
- Présentent sous une forme simple et accessible à tous, une information directe et officielle, une documentation à jour;
- Concernent tous les sujets qui relèvent des ministères de l'Economie et du Budget: décisions de politique économique, budget, fiscalité, monnaie, commerce extérieur, marchés publics, concurrence, consommation, conjoncture, aides aux entreprises, etc.

## STATISTIQUES & ETUDES FINANCIERES

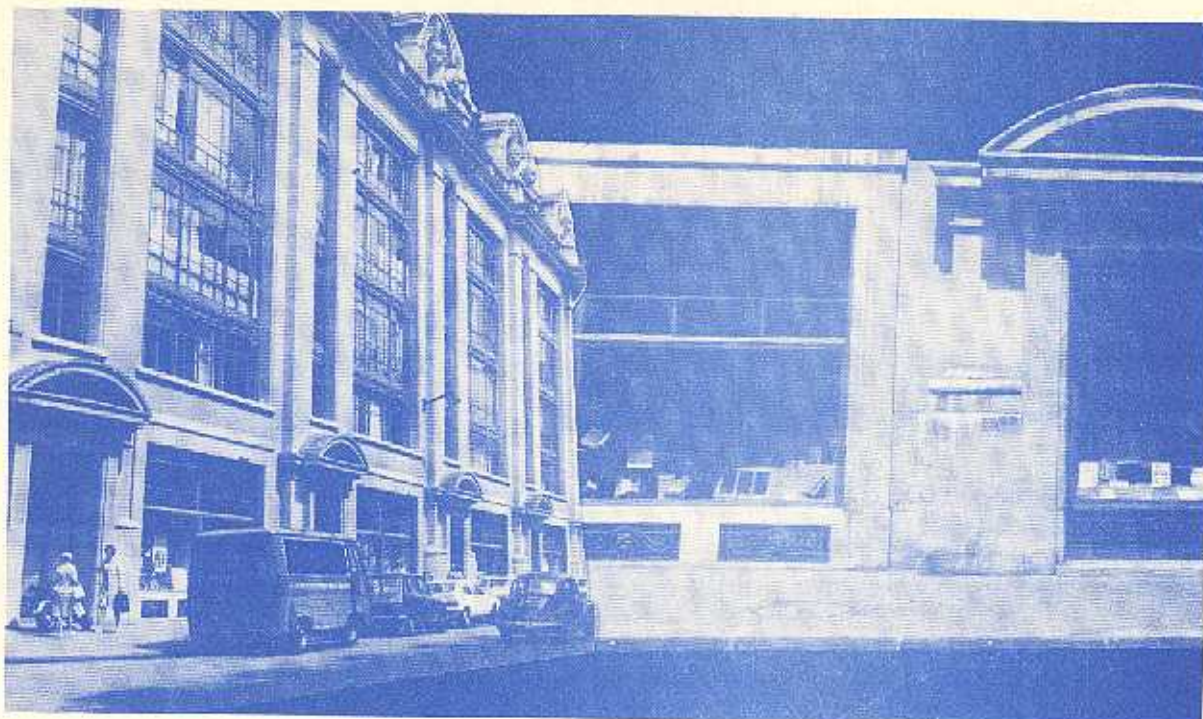
(revue mensuelle)

- Destiné à un public de spécialistes, universitaires, bibliothèques, centres de documentation;
- Présente une synthèse des principales statistiques financières et fiscales, des travaux d'économie financière réalisés notamment à l'occasion des discussions budgétaires;
- Concerne les finances publiques, la monnaie, le crédit, la fiscalité et les grands équilibres financiers, et plus généralement tous les éléments de la politique économique, budgétaire et fiscale.

**Pour tous renseignements concernant les abonnements à ces publications:**

- Ecrire au Service de l'Information, Bureau de diffusion, CAL C 201, 151, rue Saint-Honoré, 75056 Paris;
- Téléphoner au 297-10-90
- Se rendre sur place: au Centre de documentation économique et budgétaire, 182, rue Saint-Honoré, Paris-1<sup>er</sup>.





## LE CENTRE DE DOCUMENTATION ÉCONOMIQUE ET BUDGÉTAIRE

ouvert au public

### **Vous êtes :**

Étudiant, fonctionnaire, scolaire, enseignant, chef d'entreprise ou simple particulier.

### **Vous cherchez de la documentation sur :**

L'économie générale, les finances publiques, la politique économique, financière et fiscale et les actions des ministères.

### **Vous trouverez au Centre de documentation :**

- toutes les publications du Service de l'information,
- les publications les plus importantes des ministères de l'Économie et du Budget,
- des conseils d'orientation vers les autres centres de documentation des ministères.

### **Vous pouvez consulter cette documentation :**

- par courrier  
Centre de documentation économique et budgétaire: 182, rue Saint-Honoré, 75056 Paris - R.P.

- par visites  
Métro Palais-Royal. Bus: 21 - 27 - 39 - 48 - 67 - 69 - 72 - 74 - 80 - 81 - 85 - 95.

Heures d'ouverture: 9 heures à 17 heures, du lundi au vendredi.

Le Centre accueille tous les publics: distribution des publications gratuites, vente des publications de l'Imprimerie nationale, documentation en libre accès, photocopies, reproductions de microfiches, orientation sur d'autres services spécialisés.

- par téléphone: 260-33-00. Postes: 25.14, 27.23, 27.49.



L071.514.T  
IMPRIMERIE NATIONALE